

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, 26 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFC

38 rue de Vannes

35600 Redon

Références : UD/2024-54
Code AIOT : 0005501485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement AFC implanté 38, rue de Vannes - BP 70332 - 35603 Redon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFC
- 38, rue de Vannes - BP 70332 - 35603 Redon
- Code AIOT : 0005501485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

AFC est une fonderie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des précédentes visites d'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour du dossier d'enregistrement	Règlement européen du 03/12/2018, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Scénarios d'exposition	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Mise à jour de la FDS avec la nanoforme	Autre du 18/12/2006, article Annexe II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Suites VI 2021 / constat 2021-6	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 7.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suites VI 2021 / constat 2021-1	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.181-46	Sans objet
5	Suites VI 2021 / constat 2021-2	AP de Mise en Demeure du 10/09/2020, article 1	Sans objet
6	Suites VI 2021 / constat 2021-3	AP de Mise en Demeure du 10/09/2020, article 1	Sans objet
7	Suites VI 2021 / constat 2021-5	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection retient de cette visite que l'exploitant doit mettre en place dans les meilleurs délais le compartimentage de son stockage FeSi / FeSiMg, le délai de décembre 2023 annoncé par courrier

en juin 2022 n'ayant pas été respecté.

L'exploitant doit également veiller au suivi et à la traçabilité des interventions (vérifications, maintenance, réparations, etc.) effectuées sur ses installations de protection contre le risque foudre.

L'exploitant transmettra également la fiche de données de sécurité mise à jour de son mélange contenant de l'oxyde de zinc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Règlement européen du 03/12/2018, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Règlement (UE) n° 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VIII, IX, X, XI et XII du règlement REACH aux fins notamment de couvrir les nanoformes des substances.</p> <p>Ce règlement, applicable depuis le 1er janvier 2020, exige la fourniture d'informations supplémentaires dans les dossiers d'enregistrement des substances présentant des nanoformes.</p>
Constats : <p>Constat formulé suite à la visite du 25 juillet 2022 :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu confirmer la taille des molécules d'oxyde de zinc contenues dans le mélange. L'inspection a effectué un prélèvement en présence de l'exploitant. Un procès-verbal a été dressé conformément aux articles L.521.14 et R521-2 à R.521-10 du Code de l'environnement.</p> <p>Dans l'attente des résultats d'analyse sur le caractère nanométrique ou non de l'oxyde de zinc, l'Inspection ne peut pas se prononcer sur la conformité du dossier d'enregistrement actuel.</p> <p>—</p> <p>Constat formulé suite à la visite du 11 octobre 2023 :</p> <p>Par courrier en date du 25 juillet 2023, l'exploitant indiquait que la mise à jour du dossier d'enregistrement était en cours. Au cours de la visite, il a précisé que le dossier d'enregistrement était en cours de finalisation.</p> <p>L'exploitant informera de la transmission du dossier d'enregistrement pour l'oxyde de zinc.</p> <p>Echéance associée au constat : un mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Scénarios d'exposition

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2022
Prescription contrôlée : Article 31 2. Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui est tenu, en vertu des articles 14 ou 37, d'effectuer une évaluation de la sécurité chimique d'une substance veille à ce que les informations contenues dans la fiche de données de sécurité correspondent à celles contenues dans ladite évaluation. Si la fiche de données de sécurité est établie pour une préparation et si l'acteur de la chaîne d'approvisionnement a élaboré une évaluation de la sécurité chimique pour ladite préparation, il suffit que les informations figurant sur la fiche de données de sécurité correspondent au rapport sur la sécurité chimique de la préparation, et il n'est pas nécessaire qu'elles correspondent aux informations du rapport sur la sécurité chimique pour chaque substance contenue dans la préparation. [...] 7. Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui doit élaborer un rapport sur la sécurité chimique conformément aux articles 14 ou 37 joint les scénarios d'exposition correspondants (y compris les catégories d'usage et d'exposition, le cas échéant) en annexe à la fiche de données de sécurité couvrant les utilisations identifiées et notamment les conditions spécifiques résultant de l'application de l'annexe XI, section 3.

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Constats :</p> <p>Constat formulé suite à la visite du 25 juillet 2022 : Le mélange est fabriqué à plus de 10 t/an. La fiche de données de sécurité (FDS) n'indique pas qu'un rapport sur la sécurité chimique a été réalisé. Il n'y a pas de scénario d'exposition en annexe de la FDS.</p> <p>—</p> <p>Constat formulé suite à la visite du 11 octobre 2023 : L'exploitant a reçu le rapport sur la sécurité chimique mi-septembre 2023. Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas mis à jour la fiche de données de sécurité. Il prévoyait de le faire au cours du mois de novembre 2023.</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 31 du règlement européen n°1907/2006, l'exploitant doit mettre à jour la fiche de données de sécurité du mélange comportant de l'oxyde de zinc en y ajoutant les scénarios d'exposition. La FDS mise à jour sera transmise à l'Inspection pour information.</p> <p>Echéance associé au constat : un mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Mise à jour de la FDS avec la nanoforme

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Annexe II du règlement n°1907/2006 REACH modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données sécurité (FDS). Les révisions introduites par le règlement n° 2020/878 visent à prendre en compte les exigences relatives à l'annexe VIII du règlement CLP (règlement UE n° 1272/2008) et la prise en compte des nouvelles exigences relatives aux nanoformes fixées par le règlement (UE) n° 2018/1881. Le règlement n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021, il prévoit également à l'article 2 que les fiches de données de sécurité non conformes à l'annexe de ce règlement peuvent continuer d'être fournies jusqu'au 31 décembre 2022 (ceci, sans préjudice des obligations de mise à jour des FDS conformément à l'article 31 (Paragraphe 9) du règlement REACH) Les nouvelles exigences de ce règlement prévoient que la FDS mentionne, dans chaque rubrique pertinente, si elle concerne des nanoformes en précisant lesquelles, et précise les informations portant sur la sécurité relatives à chacune des nanoformes.) , les FDS établies conformément au règlement n° (UE) 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p> <p>Dans le cas où la FDS a été mise à jour pour tenir compte de nouvelles informations de nature à affecter les mesures de gestion des risques ou les dangers ou relative à l'octroi/au refus d'une autorisation ou à l'existence d'une restriction, la nouvelle version doit être transmise à tous les destinataires antérieurs à qui la substance/le mélange a été livré(e) au cours des 12 dernier mois.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la fiche de données de sécurité (FDS) serait mise à jour courant novembre 2023. L'exploitant transmettra cette FDS mise à jour à l'Inspection.</p> <p>Echéance associée au constat : un mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Suites VI 2021 / constat 2021-1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué une mise à jour de son classement ICPE par courrier en date du 7 juin 2022. L'exploitant s'y engageait à transmettre au Préfet un courrier confirmant son classement ICPE. Ce courrier a été transmis le 7 juillet 2022.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites VI 2021 / constat 2021-2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'inspection n'a pu constater la présence d'un compteur foudre, ni d'une procédure associée en cas d'enregistrement d'une agression par la foudre des installations.
Constats : L'inspecteur a consulté le rapport de la vérification visuelle effectuée le 14/09/2023. Ce rapport ne faisait état d'aucune observation. L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites VI 2021 / constat 2021-3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir justifier de la réparation des exutoires 4.2 et 4.4 permettant d'attester de la conformité totale des dispositifs de désenfumage et de garantir leur fonction en cas d'incendie.
Constats : Réponse de l'exploitant du 7 juin 2022 : « Nous avons procédé nous-mêmes à des essais : la « faible » ouverture constatée par NORMEO est liée à la présence de câble de retenue, pour éviter la dégradation répétée des trappes. En effet, la forte prise au vent de celles-ci, orientées face au sud, en position ouverture, conduisait à des casses répétés de vérins. Cependant vous pourrez observer que les ouvertures ne recoupent pas la valeur de 10% mentionnée par NORMEO (alors que nos essais se font à pression du réseau d'air comprimé (6,5 bars) et qu'elles sont suffisantes pour l'évacuation des fumées (voir photo jointe en annexe). » L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suites VI 2021 / constat 2021-5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations de protection contre le risque foudre
Prescription contrôlée : La vérification complète des installations de protection contre la foudre doit être effectuée par un organisme compétent distinct de l'installateur.
Constats : L'inspecteur a consulté le rapport de la vérification visuelle effectuée le 14/09/2023 réalisée par un organisme compétent, distinct de l'installateur. Ce rapport ne faisait état d'aucune observation. L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites VI 2021 / constat 2021-6

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de vérification des installations foudre
Prescription contrôlée : La notice de vérification et de maintenance détaillant les opérations de vérification sur les installations de protection contre la foudre ainsi que le carnet de bord n'ont pu être présentés lors de l'inspection. En lien avec l'étude technique réalisée l'exploitant doit mettre en œuvre ces 2 documents dans le cadre des vérifications complètes et visuelles des équipements.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant n'avait pas de notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre le risque foudre. Celui-ci l'a expliqué par le fait qu'il n'a pas eu à procéder à des interventions sur les installations. L'exploitant n'a pas non plus présenté un carnet de bord où seraient mentionnées les contrôles et les interventions. L'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose l'exploitant tienne un carnet de bord de suivi des installations de protection contre le risque foudre. Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que ce n'était pas le cas. Afin de se conformer aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit mettre en place un carnet de bord de suivi des installations de protection contre le risque foudre dans un délai d'un mois. Echéance associée à ce constat : un mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : <ul style="list-style-type: none">– 3 poteaux incendie normalisés de 100 mm pouvant être utilisés simultanément ;– 15 R.I.A. ;– un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus. En outre : <ul style="list-style-type: none">– les extincteurs sont d'un type homologué NF MIH,– les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés annuellement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 8 mars 2021 une étude intitulée "<i>Évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau</i>" (version février 2021). Celle-ci a fait l'objet d'une analyse par l'Inspection des installations classées conduisant à proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Ce projet a fait l'objet d'échanges avec l'exploitant en 2022 mais reste à finaliser. Suite à différents échanges, l'exploitant s'est engagé par courrier du 7 juin 2022 sur l'échéancier suivant :</p> <p>Installation d'une bâche de 120 m³ : décembre 2022 Installation de deux bâches de 240 m³ : décembre 2022 Renforcement du réseau des RIA : décembre 2023 Compartimentage coupe-feu du FeSi / FeSiMg et de l'appentis produits chimiques : décembre 2023</p> <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que les bâches constituant les réserves d'eau incendie étaient installées. Le marquage, l'affichage ainsi que la réception par le SDIS 35 restaient à faire. L'exploitant a indiqué qu'une commande avait été passée pour l'installation de RIA supplémentaires, permettant de porter leur nombre à 12 sur le site soit un nombre inférieur à ce qu'impose l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1998. L'exploitant a indiqué avoir remplacé tous les boutons d'alarme installés sur le site. Il a motivé ce remplacement par le fait que les boutons n'étaient pas adressés sur la centrale SSI (la centrale indiquait qu'un bouton d'alarme avait été activé mais il n'était pas possible de savoir de quel bouton il s'agissait). Les sirènes d'alerte seront quant à elles remplacées ou ajoutées en 2024. Cette dépense liée au système d'alarme incendie a conduit l'exploitant à repoussé le compartimentage coupe-feu qu'il avait annoncé pour décembre 2023. Dans l'attente de ce compartimentage, l'exploitant a retiré les RIA présents et mis en place des panneaux rappelant l'interdiction d'utiliser de l'eau dans la zone concernée. Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que, compte tenu de la configuration de la zone, l'eau pouvait pénétrer dans le stockage ce qui est problématique compte tenu des risques associés à ce stockage. A terme, l'exploitant a prévu l'installation d'une porte-rideau. L'inspecteur émet des réserves quant à la pertinence de ce choix et de sa capacité à garantir le compartimentage coupe-feu 2 h prévu.</p> <p>L'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 impose la présence de 15 robinets d'incendie armés (RIA) sur le site. Le jour de la visite, l'exploitant indiquait n'être en capacité de disposer que de 12 RIA. De plus, contrairement à son engagement pris par courrier en juin 2022, l'exploitant n'a pas fait réaliser le compartimentage coupe-feu du stockage FeSi / FeSiMg.</p> <p>L'exploitant doit compléter son dispositif de RIA ou déposer une demande d'évolution des prescriptions avec les éléments démonstratifs appropriés ; faire réception ses réserves incendie par le SDIS 35 et transmettre les PV de réception ; procéder au compartimentage coupe-feu FeSi / FeSiMg dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la fin du premier semestre 2024.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites